

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

## Baccalauréat, rôle des parents, voie pro : Élisabeth Borne annonce des derniers ajustements pour la rentrée scolaire

*Elise Le Berre*

10–13 minutes

"Il nous faut plus que jamais investir dans notre jeunesse et dans l'Éducation", estime Élisabeth Borne lors de sa conférence de rentrée, le 27 août 2025. La ministre de l'Éducation nationale, dont le sort est suspendu au vote de confiance le 8 septembre prochain, insiste particulièrement sur le rôle des parents pour mener à bien ses priorités éducatives. Elle annonce deux nouveautés concernant le bac, pour ne "pas laisser s'installer le doute sur la valeur de ce diplôme", portant sur le contrôle continu et la correction. L'année de terminale dans la voie pro fait aussi l'objet d'ajustements.



Tensions de recrutements, école inclusive, sécurité... Élisabeth Borne a présenté ses priorités lors d'une conférence de presse de rentrée qui se place à nouveau dans un contexte incertain. AEFInfo

"L'Éducation nationale est le ministère de l'avenir", affirme Élisabeth Borne lors de sa conférence de presse de rentrée le 27 août 2025, dans un contexte politique à nouveau incertain depuis que François Bayrou a engagé la responsabilité de son gouvernement, qui pourrait ainsi être contraint à la démission le 8 septembre prochain.

Un contexte qui n'est donc pas sans rappeler celui de l'an dernier, où c'est une ministre démissionnaire (à l'époque, Nicole Belloubet) qui avait assuré la conférence de presse de rentrée ([lire sur AEF info](#)), et alors que les organisations syndicales continuent de

s'inquiéter de cette instabilité qui pourrait voir arriver encore un nouveau locataire rue de Grenelle ([lire sur AEF info](#)).

"Il nous faut plus que jamais investir dans notre jeunesse"

Si les syndicats ont aussi des craintes concernant les restrictions budgétaires, la ministre défend, elle, une rentrée qui "se fait avec des moyens préservés, près de neuf mois après l'adoption du budget 2025". Aussi appelle-t-elle à "garder ce cap", tout en reconnaissant que l'adoption du budget 2026 s'annonce "compliquée". Toutefois, "si la situation de nos finances publiques impose de veiller à l'efficacité de nos dépenses, il nous faut plus que jamais investir dans notre jeunesse" et dans l'éducation, insiste Élisabeth Borne.

Sans évoquer son avenir incertain, mais appelant à une "stabilité qui dépasse l'Éducation nationale", la ministre a aussi rappelé ses priorités et la poursuite de chantiers engagés : "protéger l'école" et ses personnels, notamment en luttant contre "la prolifération des armes blanches" ([lire sur AEF info](#)), et alors qu'une mission conjointe des inspections générales de l'Éducation et de la Justice doit être lancée pour évaluer les dispositifs associant l'école et la protection judiciaire de la jeunesse ; "veiller à la santé mentale" ([lire sur AEF info](#)), ce qui passe notamment par la pause numérique ; consolider les savoirs fondamentaux, avec de nouveaux programmes ([lire sur AEF info](#)) ; améliorer l'école inclusive ; "apaiser le climat scolaire" ; réformer la formation initiale des enseignants ([lire sur AEF info](#)).

Autres chantiers en cours mentionnés : l'orientation, dans le cadre du plan Avenir ([lire sur AEF info](#)), pour "proposer un avenir choisi et non subi" ; les ajustements des groupes de besoin, désormais ciblés sur les compétences en 6e et 5e, et remplacés par une "stratégie de réussite éducative" en 4e et 3e ([lire sur AEF info](#)), ou encore, le plan "filles et maths" qui doit notamment permettre d'attirer plus de filles dans les filières scientifiques ([lire sur AEF info](#)).

"Le rôle des parents est décisif"

Mais c'est avant tout sur la place et le "rôle décisif" des parents qu'Élisabeth Borne a particulièrement insisté. Car toutes ces priorités évoquées "ne sauraient être menées à bien sans la mobilisation de tous", estime l'ancienne Première ministre, qui rappelle que "l'école ne représente qu'un cinquième du temps d'un enfant. Le reste se joue ailleurs, et relève, directement ou indirectement, de la responsabilité des parents", selon la ministre, qui appelle donc à "renforcer le lien entre l'école et les parents".

Elle met ainsi en avant, d'une part, la convention citoyenne sur les temps de l'enfant, qui remettra ses propositions en novembre ([lire sur AEF info](#)). Elle mise, d'autre part, sur une "alliance entre l'école et les familles", en "ouvrant grand les portes de l'école". Ainsi, dès septembre, "une réunion de rentrée par niveau sera systématisée dans chaque école, collège, et lycée", en parallèle aux rencontres parents-élèves-professeurs consacrées à l'orientation qui doivent aussi être organisées pour tous les élèves de 3e et de 2de avant le conseil de classe du 2e trimestre, dans le cadre du plan Avenir ([lire sur AEF info](#)).

"Renforcer le lien entre l'institution et les familles est un enjeu incontournable", martèle la ministre, qui précise que des maisons des parents devront aussi se mettre en place dans chaque école et chaque établissement. Leur vocation : "Accueillir des cafés des parents, des actions de sensibilisation, rythmer les temps forts de l'année scolaire, ou servir de lieu de rencontre pour les associations".

Le rôle des parents est aussi abordé concernant la sécurité et l'accompagnement des élèves. Ainsi, en complément des mesures visant à lutter contre les armes blanches à l'école, et pour "proposer des alternatives plus efficaces aux exclusions répétées et mieux accompagner les jeunes dits 'polyexclus' dans leurs parcours scolaires", elle annonce la

généralisation du protocole d'accompagnement et de responsabilisation des parents en cas d'exclusion définitive. "Car chaque enfant, chaque adolescent, doit non seulement être sanctionné quand c'est nécessaire, mais aussi accompagné, et ses responsables légaux pleinement associés".

Les parents seront également "étroitement associés" à la journée de lutte contre le harcèlement le 6 novembre prochain. Le plan interministériel lancé en 2023 comptera désormais "de nouveaux outils pour garantir la bonne prise en charge et le suivi de chaque situation en lien avec les parents".

Autres nouveautés en direction des parents :

- une charte des relations école-parents dans chaque école et établissement, affichée et publiée sur l'ENT,
- le vote en ligne sera rendu possible pour que les parents puissent "participer plus facilement à l'élection de leurs représentants".

"Je ne laisserai pas s'installer le doute sur la valeur du baccalauréat"

Par ailleurs, alors que les modalités du DNB viennent d'être revues dans le but de le rendre "plus exigeant", Élisabeth Borne s'engage dans ce même chantier pour le baccalauréat, dont les modalités de correction et de contrôle continu évoluent. "J'ai entendu les interrogations sur la valeur du baccalauréat", déclare-t-elle, refusant de "laisser s'installer le doute sur la valeur de ce diplôme".

C'est pourquoi, elle souhaite agir sur "les conditions mêmes d'attribution du diplôme", en ciblant l'accès au rattrapage et les points de jury. "Aujourd'hui, des élèves ayant obtenu moins de 8 sur 20 peuvent encore être rattrapés pour accéder à l'oral. Dès la session 2026, cela ne sera plus possible. Les points de jury qui permettaient aux élèves d'accéder aux rattrapages ne seront plus autorisés", explique la ministre.

De plus, les jurys ne pourront attribuer plus de 50 points à un candidat qui n'aurait pas la moyenne, contre parfois plus de 100 points aujourd'hui, précise aussi Élisabeth Borne : "Aucun élève ne pourra être dispensé d'épreuve de rattrapage ou obtenir le bac sans avoir atteint au moins 9,5 de moyenne".

Le contrôle continu doit lui aussi être "repensé", afin de "diminuer la pression sur les élèves et l'anxiété, tout en reflétant plus fidèlement leur niveau". Une note de service doit ainsi paraître au BO du 28 août pour "demander aux proviseurs d'élaborer un projet d'évaluation précisant clairement quelles évaluations seront prises en compte pour le contrôle continu du baccalauréat, donc aussi pour Parcoursup". Les contrôles ont "plusieurs vocations", rappelle la ministre : soit "apprécier les progrès de l'élève", soit évaluer et certifier. Il appartiendra au chef d'établissement, en lien avec les représentants des parents d'élèves et des lycéens, "de trouver le bon équilibre".

Des ajustements pour la voie professionnelle

Le lycée professionnel, objet d'une réforme récente, fait lui aussi l'objet d'ajustements. Le nouveau parcours "en Y" ([lire sur AEF info](#)) "a pu générer des tensions organisationnelles dans les établissements, et conduit à un taux d'absentéisme très important lors des préparations à l'entrée dans l'enseignement supérieur", regrette Élisabeth Borne. En conséquence, la prochaine session du bac professionnel sera repoussée de 15 jours, avec une dernière épreuve orale fin juin, et la durée de ce parcours différencié sera aussi réduite à quatre semaines au lieu de six, afin de "gagner du temps de préparation pour les élèves", précise la ministre à AEF info.

Toujours dans le cadre de cette réforme, et afin que "chaque formation proposée

corresponde à la réalité du marché du travail et à la réalité des mutations économiques", il faut aussi "accélérer la transformation de la carte des formations professionnelles", pour la ministre, qui appelle à "mener sans hésiter chaque ajustement nécessaire", avec les régions.

IA, Pôles d'appui à la scolarité...

Lors de la conférence de presse, Élisabeth Borne a donné également des précisions sur :

**L'avenir des PAS.** Bien que le texte ait été rejeté en CMP ([lire sur AEF info](#)), Élisabeth Borne assure pouvoir "avancer sans avoir immédiatement de base légale", avec 500 nouveaux pôles déployés cette rentrée. Une évaluation, transmise aux parlementaires, devrait être publiée. "Elle montre qu'avoir des personnels médico-sociaux et un enseignant spécialisé permet un meilleur accompagnement des ESH", affirme la ministre.

**Le cadre d'usage de l'utilisation de l'IA.** Des formations à l'IA doivent être proposées à tous les collégiens et lycéens, et seront rendues obligatoires pour les élèves de 4<sup>e</sup>, de seconde, et de première année de CAP". Le développement d'une IA est prévu pour le printemps 2026 afin de soutenir les enseignants dans leurs activités telles que la préparation des cours ou l'évaluation des élèves ([lire sur AEF info](#)).

**Les remplacements.** Concernant les tensions sur les recrutements, une problématique qui resurgit à chaque rentrée, "tous les rectorats sont sur le pont pour s'assurer qu'il y a bien un professeur devant chaque classe", assure Élisabeth Borne, qui évoque des "éléments rassurants". Sans pour autant nier des "difficultés particulières, certains territoires, pour certaines disciplines" ([lire sur AEF info](#)).

**AESH.** Une expérimentation conduite dans trois départements "visera à renforcer l'intégration des AESH dans les équipes pédagogiques, et à assurer une plus grande continuité pour les élèves, grâce à leur rattachement à une école ou à un établissement unique".